

Accords fiscaux—Loi

En effet, c'est une priorité pour les deux niveaux de gouvernement. Cela met en lumière l'une des conséquences tragiques qu'aura la promulgation de ce projet de loi. En effet, au cours des cinq prochaines années, nous allons devoir réduire les paiements de transfert pour le financement des programmes établis d'environ 7 milliards de dollars. Et nous allons le faire en dépit des protestations des provinces. Nous devons tous voir dans cette mesure que la consultation promise n'aura pas lieu. C'est d'autant plus stupide que cela arrive à un moment où la plupart conviendraient que les gouvernements fédéral et provinciaux doivent s'entendre et définir leur contribution financière respective à l'enseignement postsecondaire et à la santé.

Comment peut-on s'attendre à des négociations productives et à l'établissement d'une contribution financière stable à l'enseignement postsecondaire de la part des gouvernements provinciaux et du fédéral lorsque celui-ci, au moment même où il cherche à les convaincre, réduit le financement des programmes établis?

Permettez-moi d'ouvrir une petite parenthèse: je sais parfaitement que ces réductions auront des répercussions sur les services de santé et cela m'inquiète beaucoup. D'autres députés de mon parti vont en parler avec plus de détails un peu plus tard. Personnellement, je veux aborder la question sous deux angles plus précis: la politique relative à la jeunesse et la mise sur pied d'une politique scientifique et technologique nationales.

L'objet de ce projet de loi est de réduire le déficit. En effet, j'ai entendu certains députés de l'autre côté dire en comité que si seulement leur parti réussissait à contrôler le déficit, il serait en mesure de contribuer davantage à l'enseignement postsecondaire et à la santé.

Lorsqu'on réfléchit sérieusement au déficit, on ne peut que s'en inquiéter parce qu'on voit bien qu'à dépenser plus qu'on ne gagne, on court au désastre. Lorsqu'on examine les causes du déficit fédéral, on voit que la plus importante réside dans les graves lacunes de l'économie de notre pays. Le gouvernement est parvenu, dans ses meilleurs moments, à en cerner les causes. Il n'a cependant pas vu que ce que l'analyse met en évidence est souvent ce qui doit être fait, et il ne s'est pas rendu compte que pour combler ces lacunes, il fallait établir une base industrielle plus solide et investir dans la recherche et le développement technologiques. Une conclusion s'impose: il faut chercher soit à augmenter légèrement les dépenses, soit à réaffecter les fonds, soit à réaménager nos priorités de manière à renforcer notre base industrielle et nos entreprises du secteur secondaire, et surtout à investir plus dans la science et la technologie.

● (1200)

La semaine dernière, j'ai eu le plaisir de participer à un colloque national sur la politique scientifique convoqué par le ministre d'État aux Sciences et à la Technologie (M. Oberle), une initiative dont nous devons le féliciter. Des représentants de tous les secteurs intéressés par le développement de la recherche, des sciences et de la technologie y assistaient.

Un certain nombre de sujets relatifs à l'aide aux sciences et à la technologie ont suscité des divergences d'opinions. Tous les participants ont toutefois reconnu qu'il fallait faire quelque chose au sujet de la recherche fondamentale, de la qualité de l'enseignement offert dans nos établissements postsecondaires et de l'accessibilité à ceux-ci. Tous ont convenu que la réduction du taux de majoration du financement des programmes établis serait néfaste pour notre pays qui aura de la difficulté à s'adapter à la conjoncture économique mondiale de demain. Ce point de vue a fait l'unanimité.

Le ministre, qui est certainement sincère quand il dit vouloir élaborer une politique de développement des sciences et de la technologie, a dû être extrêmement gêné d'être associé à un gouvernement qui entrave l'amélioration du système postsecondaire et nous empêche d'être plus concurrentiels.

Il y a peut-être lieu de se demander si le gouvernement a vraiment essayé d'élaborer une stratégie pour l'avenir ou s'il ne s'intéresse qu'aux pourparlers sur le libre-échange. Il semble parfois préférer mettre ses énergies dans les négociations bilatérales sur le libre-échange plutôt que de s'employer à élaborer une politique. Le gouvernement semble peu disposé à élaborer des politiques dans les domaines où il faut faire des investissements considérables.

J'ai déjà indiqué que l'enseignement postsecondaire ne comprend pas seulement la recherche et le développement, mais la formation d'une main-d'oeuvre qualifiée. Je dois avouer que lors des discussions qui ont eu lieu la semaine dernière, j'ai un peu tiqué quand certains ont parlé des jeunes comme de nos ressources humaines les plus précieuses. A mon avis, cela relève probablement de la même attitude que celle que nous adoptons à l'égard de la recherche, des sciences, de la technologie et de l'établissement d'une assise industrielle solide et moderne. Nous nous préoccupons tellement de notre base de ressources, de notre poisson, de nos arbres, etc., que nous nous rendons pas compte qu'il faut s'inquiéter des jeunes autrement qu'en les considérant comme des ressources, au même titre que le poisson, les arbres et les forêts. Voilà une autre question qui me préoccupe. On ne tient pas compte des jeunes en privant le système postsecondaire des fonds dont il a besoin, en refusant d'entamer les négociations qui s'imposent avec les provinces et en adoptant des mesures avant même le début des pourparlers.

Le gouvernement dit qu'il élabore actuellement une politique pour la jeunesse. Dès qu'il est question de cette politique, la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{me} MacDonald) ou son porte-parole semble ramener la discussion à Défi 86 ou à la Planification de l'emploi. Or, nous savons que ces deux programmes ont été remis en question. Cela dit, je veux simplement attirer l'attention de la Chambre sur le fait qu'une politique de la jeunesse ne se résume pas simplement à des programmes de formation. Pareille politique ne doit pas simplement encourager un programme qui empire la situation des indigents et des personnes à faibles revenus voulant acquérir une formation. Elle doit viser à accroître les chances offertes à toutes les classes de jeunes d'accéder à un bon système universitaire et collégial.